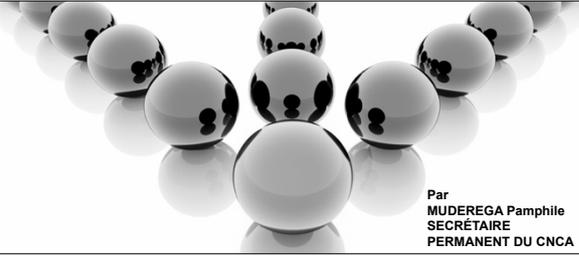


 REPUBLIQUE DU BURUNDI 
Résultats, Transparence et Redevabilité Mutuelle

Par MUDEREGA Pamphile SECRÉTAIRE PERMANENT DU CNCA
Séminaire Régional Cotonou, 21 octobre 2012

Introduction
<ul style="list-style-type: none"> • En 2005, une administration peu adaptée à la transparence et à la redevabilité • Déficit de dialogue entre le Gouvernement et les autres acteurs (PTF, Société Civile, Secteur Privé), • Déficit de capacités institutionnelles • Nécessité de mise en place de mécanismes de coordination (CNCA et GCP) • Persistance de défis de mise en œuvre des engagements internationaux • Développement d' une politique de l' aide et de son plan d' action • Focus sur le renforcement des capacités institutionnelles et création d' un environnement favorable à la transparence et la redevabilité

Etat des lieux en matière de transparence et redevabilité mutuelle
<p>Prévisibilité et transparence de l' aide</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de transparence d' un certain nombre de donneurs ; • Faiblesse des capacités de collecte et de ponctualité dans la fourniture des données dans le but d' alimenter le processus budgétaire ; • La multiplicité des conditionnalités : contradictions entre PTF, imprévisibilité. • Non communication des systèmes : PIP, CDMT, SYGADE, SIGEFI <p>Fragmentation</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L' aide reste très fragmentée (244 projets en 2009) ▪ Suivi difficile et des coûts de transactions excessive et une surcharge de l' administration ▪ L' approche programme encore limitée ▪ Des conditions pour sa vulgarisation mises en place

Etat des lieux en matière de transparence et redevabilité mutuelle (Suite)
<p>Redevabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assainissement de la GFP à travers la lutte contre la corruption et la malversations économiques et financières ▪ Mise sur pieds de la Cour des Comptes (2004), d' une Inspection Général d' Etat (2007), d' une Cour Anticorruption et d' une Brigade Anticorruption (2006) ▪ Société civile plus active et joue un rôle clé dans la lutte contre la corruption <p>Persistance de défis: insuffisance de capacités, le parlement moins proactif</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La faiblesse de l' appareil statistique qui ne favorise pas la redevabilité

Etat des lieux en matière de transparence et redevabilité mutuelle (Suite)
<p>Mécanisme de coordination pour un dialogue entre acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du CNCA et de son Secrétariat Permanent; - Elaboration et exécution d' un programme visant l' amélioration de la coordination et l' efficacité de l' aide - Mise en place du GCP avec une architecture à trois niveaux; - Le SP/CNCA assure le secrétariat du GCP <p>Résultats atteints grâce aux travaux des GS du GCP:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration des processus de planification, de programmation et de budgétisation ▪ Renforcement des synergies et la cohérence entre les interventions des PTF;

Défis de la transparence et de redevabilité mutuelle (Suite)
<ul style="list-style-type: none"> •La faible cohérence dans l' application des lois et textes d' application en matière de finances publiques ; •L' insuffisance de transparence d' un certain nombre de donneurs ; •L' insuffisance des capacités des structures étatiques dans la collecte et la fourniture des informations en temps utile et opportun dans le but d' alimenter le processus budgétaire ; •La multiplicité des conditionnalités qui sont parfois imprévisibles ou d' ordre politique; •La faible interaction entre les systèmes d' informations (PIP, PGA, CDMT, SYGADE, SIGEFI) ; •Une multitude de structures parallèles qui ne permettent pas la transparence dans le renseignement des données.

Avantage de la transparence de l'aide et de la redevabilité plus accrues

- Des services plus réactifs, le gouvernements devient plus responsable et une appropriation plus accrue
- Une réduction des possibilités de corruption
- Un rapport plus étroit entre aide et résultats
- Des décisions d'investissement de meilleure qualité
- Une meilleure gestion macroéconomique
- Des frais généraux liés à la gestion de l'aide réduits
- Davantage de confiance et des partenariats plus solides entre pays donateurs et le gouvernement
- Des revues conjointes permettant de tirer davantage d'enseignements

Orientations politiques et stratégiques

- Améliorer la redevabilité à travers le renforcement du contrôle parlementaire, du contrôle citoyen, et de l'usage des faits statistiques pour accroître les performances de mise en œuvre des projet et programmes
- le renforcement des capacités des élus à utiliser les instruments de gouvernance mis à leur disposition par la loi de manière à rendre effective les missions du parlementaire
- Le renforcement du contrôle citoyen par une participation plus accrue et plus compétente de la société civile dans la lutte contre la corruption, la planification et la budgétisation ainsi que le suivi de l'exécution du budget
- approfondir des pistes d'assurer une large diffusion des mécanismes d'évaluation de la qualité des systèmes nationaux de gestion des finances publiques auprès des parlementaires et de la société civile pour enraciner la culture de la redevabilité
- Améliorer le Système d'information sur l'aide en le dotant d'une option de cartographie pour favoriser la communication autour des résultats.

MERCI DE VOTRE ATTENTION
